

CORONAVIRUS ET LES ÉTATS DU GOLFE ARABE: LA MODERNISATION RETARDÉE?

David Des Roches, NESACenter, 29 mars 2020

Dans une pandémie, il existe trois sources de dommages sociétaux. Le premier est les dommages causés par la maladie; le second est les dommages causés par toute panique pouvant accompagner la maladie, le troisième les dommages économiques dus à la maladie et les mesures prises pour la contenir.

L'action du gouvernement peut atténuer les trois domaines de dommages possibles: les États autoritaires compétents sont mieux équipés pour atténuer les dommages pandémiques que les démocraties ou les États incompetents.

Les États arabes du Golfe sont particulièrement exposés à cette pandémie. Tout d'abord, leur proximité avec un État autoritaire incompetent (Iran) et leur position soit en tant que plaque tournante mondiale des transports (Dubai, Abu Dhabi, Doha) ou en tant que destinations de pèlerinage (Arabie saoudite, Irak) les expose à un risque extrême de transmission de toute maladie infectieuse .

Les dommages potentiels pour la panique liée à la maladie, qui peuvent être aussi faibles que les coulées de papier hygiénique en Amérique ou peuvent être aussi extrêmes que la violence sectaire dirigée contre des groupes considérés comme responsables de la maladie, ne sont généralement pas forts dans les États du Golfe. , à l'exception peut-être de l'état faible de l'Iraq. Même là, les divisions confessionnelles préexistantes minimisent les perspectives du pire type de panique. Le rôle important de l'État dans les économies des pays du CCG a contribué à atténuer toute panique d'achat de fournitures ou de ruptures sur les banques.

C'est le troisième domaine - les dommages économiques à long terme à la suite d'une pandémie - qui est le plus dangereux pour les États arabes du Golfe. Tous ces États ont cherché à s'éloigner d'une économie basée sur les hydrocarbures: tous leurs plans de diversification économique sont tournés vers l'extérieur et nécessitent des investissements extérieurs. Dans tous ces pays, le gouvernement joue un rôle beaucoup plus important dans l'économie que ce n'est le cas en Occident. Malheureusement, le stress économique induit par une pandémie survient en même temps que les bas prix historiques du pétrole, ce qui limite encore plus les possibilités de soutien de l'État à l'économie.

Si la gestion gouvernementale de la pandémie est jugée moins qu'efficace, ou si les informations gouvernementales sont suspectes, cela aurait un effet négatif à long terme sur les investisseurs. Le développement tributaire du tourisme - comme Neom en Arabie saoudite ou les vacances dans les trois plaques tournantes du transport aérien - sera le premier à souffrir, car les vacanciers emporteront leur argent discrétionnaire ailleurs. L'investissement étranger se penchera sur les efforts d'atténuation de la pandémie du gouvernement et transposera l'action (ou l'inaction) du gouvernement en modèles de

risque économique. Si les politiques de santé du gouvernement du Golfe sont considérées comme inefficaces ou procurant un avantage à un groupe par rapport à un autre, les capitaux étrangers fuiront le Golfe ou exigeront un meilleur retour sur investissement.

Les trois compagnies aériennes régionales long-courriers sont particulièrement menacées. Leur modèle opérationnel était sous pression avant la pandémie: on peut se demander si l'un des trois (Emirates, Etihad, Qatar) survivra à la baisse attendue des voyages dans le monde en l'absence d'une intervention majeure de l'État.

Le capital est un lâche: une pandémie fait assez peur. Pour attirer les investissements étrangers dans la région, il faudra une réponse sans faille du gouvernement et un engagement soutenu au lendemain de la crise.